

Brochure n° 3301 | Convention collective nationale

IDCC : 2098 | **PRESTATAIRES DE SERVICES DANS LE DOMAINE
DU SECTEUR TERTIAIRE**

Avenant du 28 février 2024

relatif à la création de la commission paritaire permanente
de négociation et d'interprétation

NOR : ASET2450305M

IDCC : 2098

Entre l'(les) organisation(s) professionnelle(s) d'employeur(s) :

FIGEC ;

SIST ;

SNPA ;

SORAP ;

SP2C ;

SYNAPHE ;

SAR,

d'une part,

et le(s) syndicat(s) de salariés :

FNECS CFE-CGC ;

CFTC CSFV ;

F3C CFDT ;

FSE CGT ;

FEC FO services ;

SUD Solidaires,

d'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

Préambule

Le 15 mai 2017, les partenaires sociaux ont conclu un accord portant création de la commission paritaire permanente de négociation et d'interprétation (CPPNI) de la branche des prestataires de services.

Depuis sa signature, les organisations syndicales et patronales représentatives ont été identifiées au titre de nouveaux cycles électoraux au travers de différents arrêtés ministériels.

Certaines organisations représentatives, comme le Secrétariat technique de la branche, ayant changé de dénomination ou d'adresse, les partenaires sociaux entendent rectifier l'accord initial en actualisant l'annuaire des organisations représentative dans la branche et les formulaires, d'une part, de saisine de la CPPNI et, d'autre part, de transmission des accords collectifs à la branche.

Article 1^{er} | *Annuaire actualisé des organisations représentatives dans la branche*

Au regard des arrêtés ministériels susvisés, l'annuaire des organisations représentatives dans la branche à date de signature du présent avenant est le suivant :

Annuaire des organisations représentatives	
Organisations patronales	Organisations syndicales
FIGEC 60, avenue Charles de Gaulle 92200 Neuilly-sur-Seine	CFDT-F3C 47, avenue Simón Bolívar 75019 Paris
SAR 9, rue Huysmans 75006 Paris	CFE-CGC FNECS 9, rue de Rocroy 75010 Paris
SIST 75, avenue Parmentier 75011 Paris	CFTC-CSFV 34, quai de la Loire 75019 Paris
SNPA 144, boulevard Pereire 75017 Paris	CGT-FSE 263, rue de Paris – Case 421 93514 Montreuil
SORAP 40, boulevard Malesherbes 75008 Paris	FEC-FO Services 54, rue d'Hauteville 75010 Paris
SP2C 15/17, rue Scribe 75009 Paris	SUD-SOLIDAIRES 25, rue des Envierges 75020 Paris
SYNAPHE 75, avenue Parmentier 75011 Paris	

L'accord du 15 mai 2017, dans sa dernière rédaction, est modifié en conséquence.

Article 2 | *Révision des formulaires de saisine de la CPPNI*

Le présent avenant vient également actualiser le contenu des formulaires visés dans les accords du 13 décembre 2021, à savoir :

- le formulaire de saisine de la CPPNI pour interprétation ;
- le formulaire de transmission d'un accord collectif à la CPPNI.

Ces formulaires actualisés sont annexés au présent avenant et se substituent aux formulaires antérieurs, issus des accords du 13 décembre 2021 ayant modifié les versions initiales prévues par l'accord du 15 mai 2017.

Article 3 | Dispositions finales

Article 3.1 | Entrée en vigueur et durée

Le présent avenant est conclu pour une durée indéterminée à l'instar de l'accord qu'il révisé.

Article 3.2 | Suivi, révision et dénonciation

Le présent avenant fera l'objet d'un suivi par les partenaires sociaux réunis en CPPNI.

Il peut être révisé ou dénoncé conformément aux dispositions légales.

Article 3.3 | Dépôt et extension

Le présent avenant fera l'objet d'un dépôt et d'une demande d'extension dans les conditions fixées par les articles L. 2231-6 et L. 2261-15 du code du travail.

Article 3.4 | Application de l'avenant aux entreprises de moins de 50 salariés

Conformément aux articles L. 2261-23-1 et L. 2232-10-1 du code du travail, il est expressément convenu que toutes les entreprises appliquant la convention collective nationale des prestataires de services du secteur tertiaire sont concernées par le présent avenant, quel que soit leur effectif.

Le présent avenant s'applique donc à l'ensemble des entreprises visées dans son champ d'application, quel que soit leur effectif.

Fait à Paris, le 28 février 2024.

(Suivent les signatures.)

Annexe

Formulaire

Saisine de la CPPNI pour conciliation ou d'interprétation (IDCC 2098)

Le présent formulaire est adressé au secrétariat technique de la branche :

Par voie numérique : secretariat@obbo-avocats.com

Ou

Par voie postale : secrétariat technique P2ST, c/o Cabinet OBBO Avocats, Le dix, 10, rue du Château d'Eau, 75010 Paris.

1. Avis de saisine

Identification de l'organisation ou de la juridiction		
Identification des parties	Employeur	
	Salarié(s)	

2. Dispositions conventionnelles concernées

Identification de la convention, de l'accord ou de l'avenant concerné(e)	
Article(s) concerné(s)	

3. Observations à l'origine de la saisine

Exposé des motifs de la saisine	
---------------------------------	--

4. Pièce(s) jointe(s)

Numéro de(s) pièce(s) versée(s)	Intitulé de(s) pièce(s) versée(s)

Annuaire des organisations représentatives	
Organisations patronales	Organisations syndicales
FIGEC 60, avenue Charles de Gaulle 92200 Neuilly-sur-Seine	CFDT-F3C 47, avenue Simón Bolívar 75019 Paris

Annuaire des organisations représentatives	
SAR 9, rue Huysmans 75006 Paris	CFE-CGC FNECS 9, rue de Rocroy 75010 Paris
SIST 75, avenue Parmentier 75011 PARIS	CFTC-CSFV 34, quai de la Loire 75019 Paris
SNPA 144, boulevard Pereire 75017 Paris	CGT-FSE 263, rue de Paris, Case 421 93514 Montreuil
SORAP 40, boulevard Malesherbes 75008 Paris	FEC-FO Services 54, rue d'Hauteville 75010 Paris
SP2C 15/17, rue Scribe 75009 Paris	SUD-SOLIDAIRES 25, rue des Envierges 75020 Paris
SYNAPHE 75, avenue Parmentier 75011 Paris	

Nota bene : les règles de fonctionnement de la commission peuvent être consultées : <https://www.legifrance.gouv.fr/affichIDCC.do;jsessionid=95EE69B8ACE7C0A16546C65E06EC9F13.tpdila12v2?idSectionTA=KALISCTA0000005752417&cidTexte=KALITEXT0000005679043&idConvention=KALICONT0000005635550>

Formulaire

Transmission d'un accord à la CPPNI (IDCC 2098)

Le présent formulaire est adressé au secrétariat technique de la branche :

Par voie numérique : secretariat@obbo-avocats.com

Ou

Par voie postale : secrétariat technique P2ST, c/o Cabinet OBBO Avocats, Le dix, 10, rue du Château d'Eau, 75010 Paris.

1. Coordonnées de l'entreprise ou de l'établissement

N° Siret	
Raison sociale	
Correspondant	
Téléphone	
Courriel	
Adresse	
Code postal	
Commune	
E-mail	

2. Informations sur l'entreprise ou l'établissement

Code APE	
Effectifs (en équivalent temps plein – ETP)	

3. Informations sur le texte déposé

Périmètre de l'accord	
Cocher la case correspondante	
Établissement(s)	
Entreprise	
Groupe	
UES	
Groupement inter-entreprises	

Négociateurs de l'accord	
Cocher la case correspondante	
Délégué syndical	
Représentant du personnel mandaté (1) (2)	
Représentant du personnel non mandaté (1)	

Négociateurs de l'accord	
Salarié mandaté (1) (2)	
Ratification par référendum (3)	
(1) Transmettre la copie du courrier recommandé d'information aux organisations syndicales représentatives au niveau de la branche. (2) Transmettre le PV de consultation du personnel attestant de la majorité des suffrages exprimés. (3) Transmettre le PV d'approbation de l'accord par référendum.	

Date de signature de l'accord	
-------------------------------	--

Thème(s) de l'accord	
----------------------	--

4. Pièce(s) jointe(s)

Numéro de(s) pièce(s) versée(s)	Intitulé de(s) pièce(s) versée(s)
1	
2	
3	
4	